

31 octobre 1982 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Réponses de M. François Mitterrand,  
Président de la République, aux questions  
du quotidien libanais "L'Orient le jour",  
dimanche 31 octobre 1982.

QUESTION.- Monsieur le Président, à la suite de votre entretien avec le chef de l'Etat libanais, dans quelle mesure pensez-vous satisfaire aux requêtes qu'il vous a adressées ?

- LE PRESIDENT.- Le président Amine Gemayel n'est pas venu à Paris pour m'adresser des requêtes mais pour s'entretenir avec moi de la situation au Liban et de l'avenir de son pays. Le président Gemayel m'a fait part de son appréciation pour l'action menée par la France pour le Liban, son ami, au-cours des derniers mois, notamment au-sein de la force multinationale. Il m'a exposé son point de vue sur le rôle de cette force et celui de la FINUL dans la perspective d'un retrait du Liban, à bref délai, de toutes les forces étrangères.

- J'ai confirmé au président Gemayel la disponibilité de la France vis-à-vis de la reconstruction du Liban. Un parlementaire français, M. Alain Hautecoeur, vient d'être placé en mission auprès de M. Cheysson pour coordonner les différents aspects de notre aide au Liban, tant sur-le-plan bilatéral qu'europpéen et international.

- QUESTION.- Depuis plusieurs mois déjà, des indices concomitants paraissent établir l'existence d'une initiative concertée franco - américano - saoudienne pour une remise à flot du Liban. Qu'en est-il exactement ?

- LE PRESIDENT.- Vous entendez sans doute par "remise à flot du Liban" la reconstruction de ce pays. Il s'agit d'un vaste programme. Il requiert des efforts à long terme : des libanais eux-mêmes, des institutions internationales, des pays intéressés à la reconstruction du Liban comme les Etats-Unis, la France et ses partenaires européens, l'Arabie saoudite et les pays Arabes. Il appartient au gouvernement libanais d'exprimer ses besoins et de coordonner les aides qui se manifesteront. La France pour sa part y est prête, je vous le répète dans la mesure de ses moyens bien sûr.\

QUESTION.- Comment la France voit-elle l'étroite coopération qui s'instaure entre Washington et Beyrouth, dans les domaines diplomatique et militaire principalement ?

- LE PRESIDENT.- Vis-à-vis du Liban, nos -rapports avec les Etats-Unis ne se situent pas sur-le-plan de la concurrence mais sur celui de la concertation et de la complémentarité. C'est ainsi que nous avons conjugué nos efforts diplomatiques pour mettre un terme aux combats à Beyrouth. Nous participons avec les Etats-Unis et l'Italie à la force multinationale. Dans les domaines que vous mentionnez, comme dans bien d'autres, les problèmes du Liban sont tels qu'il est normal que ce pays attende le concours de tous ses amis et en premier lieu de la France et des Etats-Unis. A New York récemment, M. Amine Gemayel s'est félicité publiquement de la coopération militaire franco - libanaise.

- QUESTION.- La France participe, aux côtés de l'armée libanaise et dans-le-cadre de la force multinationale à la restauration de la stabilité à Beyrouth. Une telle collaboration ne pourrait-elle être étendue aux autres régions du pays ?

- LE PRESIDENT.- La restauration de l'autorité de l'Etat et de la stabilité dans les autres régions du Liban pose d'autres problèmes. On songe évidemment à l'action éventuelle de la force multinationale, mais il faudrait penser aussi à la FINUL, dont le Conseil de sécurité vient de décider le maintien et dont le mandat, voire la zone d'activité, devront être prochainement redéfinis. Tout ceci est lié au retrait par étapes des forces étrangères. La France est prête à examiner toutes ces questions avec le gouvernement du Liban ainsi qu'avec les gouvernements des pays qui sont intéressés, et avec l'ONU, avec tous ceux qui souhaitent apporter leur contribution à l'oeuvre de restauration nationale que le gouvernement libanais a entrepris.\